

*Questions orales*

**M. McGrath:** Monsieur le Président, lorsqu'on parle d'hypocrisie, le premier ministre ne cède sa place à personne.

**Des voix:** Bravo!

**M. McGrath:** De toute évidence, le premier ministre n'a pas lu le code préparé par le regretté Lester B. Pearson qui fixait les responsabilités morales du personnel des ministres. Voilà la distinction; des ministres, des membres du gouvernement.

## ON DEMANDE UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

**L'hon. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur le Président, la presse a lancé des allégations sérieuses à propos de certaines activités émanant du cabinet du premier ministre. Celui-ci aurait l'occasion de faire taire ces bruits en acceptant la tenue d'une enquête publique indépendante.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McGrath:** Je vous assure que le chef de l'opposition est disposé à ouvrir à des enquêteurs publics tous les bureaux placés sous sa surveillance.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Cette hypothèse me paraît plutôt gratuite, monsieur le Président. Le chef de l'opposition est prêt à tout ouvrir au grand jour. Pourquoi ne l'a-t-il pas fait ce matin devant les journalistes? Pourquoi n'a-t-il pas ouvert ses dossiers? Quelle sorte d'offre le député est-il en train de faire? Il parle pour la forme, tout simplement. Nous avons ouvert nos dossiers aux journalistes, pourquoi le chef de l'opposition n'en a-t-il pas fait autant? Parce que la mentalité des gens d'en face n'a pas changé: ils emploient la flicaille, embauchent des détectives privés sous prétexte que leurs lignes téléphoniques sont sur écoute alors qu'ils ont tout manigancé; c'est ce qu'ils ont fait sous leur ancien chef...

**M. McGrath:** Parlez-en à Goyer.

**M. Epp:** Parlez-en au groupe extra-parlementaire.

**M. Hees:** Vous êtes en train de dégringoler.

**M. Trudeau:** C'est vous qui dégringolez si vous n'avez pas mieux à faire que d'inventer des sornettes semblables...

**M. Hees:** C'était le coup fatal.

**M. Trudeau:** Ils pigent constamment dans des documents confidentiels qu'ils reçoivent sous enveloppe brune, ils lisent des documents confidentiels qu'ils ont obtenus illégalement—ils agissent dans l'illégalité et viennent ensuite nous accuser de puiser dans des documents publics et des dossiers de presse. Quelle bande d'hypocrites!

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

● (1440)

**LE BUDGET**

## LES CONSÉQUENCES POUR LES FAMILLES DE DIFFÉRENTS NIVEAUX DE REVENUS

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Dans

le discours du budget qu'il a prononcé hier soir ainsi que dans le discours du budget précédent, le ministre a parlé de justice et de reprise. J'ai une invitation à lancer au ministre. Je voudrais qu'il vienne à Oshawa. Serait-il disposé à rencontrer deux familles? La première famille est une famille de la classe moyenne, qui habite un certain secteur de la ville. A cause du dernier budget, durant les deux prochaines années, ses taxes augmenteront de pas moins de \$500.

L'autre famille habite un autre secteur de la ville. Le chef de famille est un avocat, qui gagne \$90,000 par an. Grâce au budget d'hier soir, grâce aux changements que le ministre a apportés, il économisera \$7,500 en taxes et en impôts.

Le ministre est-il d'accord pour rencontrer les deux familles et expliquer pourquoi il a du augmenter les taxes de la classe moyenne pour subventionner les riches?

**L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à féliciter le chef du Nouveau parti démocratique d'avoir parlé du budget, contrairement aux députés de l'opposition officielle, qui semblent ignorer la situation économique et ce qu'il faut faire pour la redresser.

Je dois dire au député que ma circonscription compte de nombreux électeurs dont certains ont un revenu très faible, d'autres un revenu moyen et d'autres encore un revenu élevé. Je les rencontre régulièrement; j'espère que mon collègue rencontre les siens également.

Je tiens à signaler au député plusieurs mesures budgétaires qu'il semble ignorer. La seule augmentation des dépenses prévues cette année servira à aider les personnes qui en ont le plus besoin. Les personnes seules qui ont droit au SRG, au supplément de revenu garanti, recevront \$50 de plus par mois, et nous consacrerons plus de 1.3 milliard de dollars aux jeunes chômeurs.

Ces changements viennent se greffer à la participation aux bénéfiques qui permettra aux travailleurs à revenu faible, moyen ou élevé, de recevoir leur part des bénéfiques de leur société. Les modifications qui vont être apportées aux régimes de pensions seront avantageuses pour tous les travailleurs relevant du gouvernement fédéral et pour tous ceux qui participent au Régime de pensions du Canada. Par ailleurs, grâce à ces changements, les personnes sans emploi, les propriétaires ou les employés de petites entreprises qui n'ont pas de régime de pensions, les indépendants comme les agriculteurs, les pêcheurs et les membres de professions libérales, auront les mêmes avantages que les ouvriers d'usine ou que les personnes bénéficiant de certains régimes de prévoyance. La mesure budgétaire vise à donner à tous les Canadiens la possibilité de recevoir des prestations de pension. Je propose à mon collègue de revenir au budget.

**M. Broadbent:** Monsieur le Président, il y a quelques minutes à peine, le premier ministre a parlé d'hypocrisie. Je tiens à dire au ministre des Finances que les Canadiens commencent à en avoir assez d'entendre des déclarations hypocrites comme celle qu'il vient de faire à propos de la distribution des revenus et des politiques fiscales du gouvernement.